

Délibération n° 2022-06-23/16

Objet : Approbation du compte administratif 2021 – Budget de la Commune

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 23 JUIN 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-trois juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 juin 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence de Madame Jocelyne TAVERNE, adjointe au Maire.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 19

Nombre de membres représentés : 8

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jocelyne TAVERNE

Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR – Romain CASAS-MATEU – Karine BREITHEL - Véronique CHIREUX - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés : Mario MARCOU *pouvoir à* Michel LITTON - Olivier BOUDET *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU *pouvoir à* Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI *pouvoir à* Jean-Marc MALEK - Laurie BELTRA *pouvoir à* Pascale MARCHAL - Julien RODIER *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE - Philippe CATTIN-VIDAL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS *pouvoir à* Patrick PASQUIER

Absents excusés : Le Maire, Jean-Pierre RICO - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Jocelyne Taverne, adjointe déléguée au Cœur de ville, à l'Economie, aux Commerces, à l'Artisanat et aux Marchés, rapporte :

Vu les articles L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et L263-18 du code des juridictions financières ;

Considérant que le Conseil municipal doit se prononcer avant le 30 juin 2022 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Maire ;

L'article L. 2121-14 du CGCT précise que le maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte administratif qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Il est proposé d'adopter le compte administratif de la commune pour l'exercice 2021, arrêté comme suit :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
LIBELLE	dépenses ou déficit	recettes ou excédent	dépenses ou déficit	recettes ou excédent	dépenses ou déficit	recettes ou excédent
opérations de l'exercice	14 326 762,94	15 354 715,20	2 854 611,00	3 013 589,26	17 181 373,94	18 368 304,46
<i>résultat des opérations de l'exercice</i>		1 027 952,26		158 978,26		1 186 930,52
résultat reporté		1 123 688,93	1 298 724,99		1 298 724,99	1 123 688,93
TOTAUX	14 326 762,94	16 478 404,13	4 153 335,99	3 013 589,26	18 480 098,93	19 491 993,39
résultat cumulé de clôture		2 151 641,19	1 139 746,73		1 139 746,73	2 151 641,19
restes à réaliser			351 355,80	17 500,00	351 355,80	17 500,00
TOTAUX CUMULES	14 326 762,94	16 478 404,13	4 504 691,79	3 031 089,26	18 831 454,73	19 509 493,39
Résultat de clôture		2 151 641,19	1 473 602,53			678 038,66

Hors de la présence du Maire, après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 20 voix.

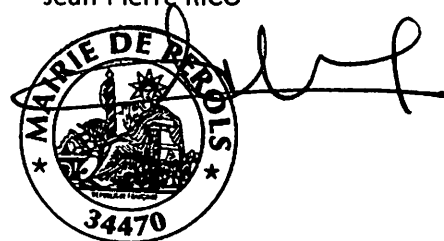
Pour : 20

Contre : 7 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost - P. Cattin-Vidal - V. Chireux - L. Chamard-Bois - P. Pasquier)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 23 juin 2022
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.